

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5477 - Mercredi 22 septembre 2021 - Prix : 10 DA

Paix et sécurité régionales

## Washington apprécie les efforts de l'Algérie

Page 16

Rentrée scolaire

## Dotation progressive des écoles en tablettes numériques

Page 2

### Retour de flamme dans la crise des sous-marins ?

Par Mohamed Habili

**T**out le monde ou presque en France, au pouvoir et dans l'opposition, s'est exprimé sur la crise des sous-marins, mais pas le président Macron, qui une semaine plus tard n'en a encore soufflé mot. Son silence risque même de durer plus longtemps, en particulier s'il continue de refuser au président américain la conversation téléphonique que celui-ci lui demande instamment. Dans son cas, il est vrai, il ne s'agit pas tant de s'exprimer que de prendre des décisions, sûrement décisives, notamment pour la suite des événements, quand bien même elles reviendraient à ne rien faire, ou à faire comme si rien ne s'était passé. La crise est tellement sérieuse que ses paroles peuvent conduire à des révisions déchirantes, éventuellement à une rupture d'alliance. Le rappel des ambassadeurs à Washington et à Canberra est en soi un premier pas dans cette direction. On ne voit même pas comment il serait possible de faire revenir les diplomates à leurs postes sans que Emmanuel Macron ne soit dangereusement affaibli au plan interne, à quelques mois d'une présidentielle où il passait jusque-là pour le favori.

Suite en page 3

Premières pluies d'automne dans différentes wilayas du pays

# Risque d'inondations, l'inévitable casse-tête



Ph/D. R.

Hier, premier jour de l'automne, de fortes pluies se sont abattues sur différentes wilayas du pays, provoquant inondations et embouteillages. [Page 3](#)

Plan d'action du gouvernement

## Les sénateurs plaident pour la révision des codes communal et de wilaya

Page 2

Eliminatoires du Mondial-2022 (4<sup>e</sup> journée)

## Niger-Algérie décalé à 20h, les Verts soufflent

Page 15

Rentrée scolaire

# Dotation progressive des écoles en tablettes numériques

■ Lors d'une conférence de presse tenue à l'occasion de la rentrée scolaire 2021/2022, le ministre de l'Education nationale a indiqué que «nos écoles vont être progressivement équipées de tablettes et de tableaux numériques, ce qui permettra d'alléger le cartable de nos écoliers et de concrétiser l'école moderne».

Par Thinhinene Khouchi

C'est à partir de l'école primaire «A b r a z - Mohamed», dans la commune de Mohammadia (Alger), que le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a donné hier le coup d'envoi officiel de l'année scolaire 2021-2022. A cette occasion, le ministre de l'Education a tenu une conférence de presse où il a indiqué que le président de la République avait donné, il y a quelques jours, des directives concernant la rentrée, parmi elles, l'allègement du poids du cartable, devenu ces dernières années un ennui pour les élèves et leurs parents et une vraie menace pour la santé des écoliers. Le ministre a indiqué que «afin de

parvenir à l'allègement des cartables scolaires, nos écoles vont être progressivement équipées de tablettes et de tableaux numériques», sans donner plus de détails ni date pour sa réalisation, alors que les enfants ont déjà rejoint les classes hier. Il s'est contenté de préciser que «l'utilisation de tablettes tactiles vise à alléger le poids du cartable, conformément aux directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune». M. Belabed a également indiqué que «les programmes scolaires vont être revus». Une solution pour alléger également les cartables, réclamée par les syndicats depuis les années. Le ministre a précisé que la première leçon prodiguée aux élèves le jour de la rentrée a concerné «les catastrophes naturelles». Ce choix vise à «rappeler» aux enfants ce que le pays a traversé ces derniers jours, mais aussi de la solidarité affichée par le peuple algérien. En outre, concernant le report de la rentrée scolaire, le ministre a indiqué que «le report nous a permis de prendre toute une série de mesures, notamment les mesures préventives contre le Covid-19». «Initialement prévue le 7 septembre, la rentrée scolaire a été reportée, avec l'accord des hautes autorités du pays,



Ph.D. R.

pour permettre la vaccination des personnels du secteur, la finalisation des différentes opérations liées à la rentrée, mais aussi à la demande de la famille de l'Education dans les régions du Sud en proie à la canicule», a-t-il précisé. Par ailleurs, concernant le recrutement des diplômés des Ecoles supérieures, le ministre a assuré que «les diplômés des écoles supérieures qui n'ont pas de travail seront pris en charge», précisant qu'«il y a moins de 800 diplômés des écoles supérieures qui n'ont

pas été employés, mais je vous assure qu'ils seront bientôt pris en charge». Il est à noter que plus de 10 millions d'élèves des

trois cycles de l'enseignement ont rejoint hier les bancs de l'école pour la rentrée scolaire 2021-2022. T. K.

## Diplomatie Lamamra reçoit la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a reçu, lundi à New York, la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques, M<sup>me</sup> Victoria Nuland, avec laquelle il a évoqué le renforcement des relations bilatérales et la situation au Moyen-Orient, au Maghreb et en Afrique.

«J'ai reçu aujourd'hui au siège de la mission algérienne à l'ONU, M<sup>me</sup> Victoria Nuland, la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques», a tweeté M. Lamamra à l'issue de cette audience.

«Nous avons discuté des moyens de renforcer les relations bilatérales et échangé nos vues sur la situation au Moyen-Orient ainsi qu'au niveau maghrébin et africain», a indiqué le chef de la diplomatie algérienne qui participe à New York à la 76<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU.

De son côté, M<sup>me</sup> Nuland a dans un tweet qualifié ces discussions de «constructives», ajoutant qu'elles ont porté sur «le Sahara occidental, la Libye et le Mali».

Les deux responsables ont également évoqué les investissements américains dans le secteur des Energies renouvelables en Algérie, selon la sous-secrétaire d'Etat américaine, qui a déclaré que les Etats-Unis «appréciaient les efforts de l'Algérie en faveur de la paix et la sécurité régionales».

T. K.

## Bilan des dernières 24 heures 182 nouveaux contaminés et 16 décès

L'Algérie a enregistré 16 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus que le bilan d'hier (15), portant à 5 725 le total des morts, a annoncé, hier, le ministre de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 182 cas, soit 16 cas de plus par rapport au bilan d'hier (166), pour atteindre, au total, 201 948 cas confirmés. R. N.

Plan d'action du gouvernement

## Les sénateurs plaident pour la révision des codes communal et de wilaya

Les membres du Conseil de la nation ont plaidé, hier, lors de la première séance de débat du Plan d'action du gouvernement, pour la nécessaire révision des codes communal et de wilaya, afin de permettre aux élus locaux de contribuer à la réalisation du développement local au profit des citoyens.

Lors du débat, le sénateur Hamid Bouzekri, du Rassemblement national démocratique (RND), a mis en avant l'importance de la révision des codes communal et de wilaya comme préalable pour permettre à l'élu local d'accomplir ses missions et de contribuer à la réalisation du développement local auquel aspirent les citoyens, estimant que les vides juridiques existants avaient entravé l'action des collectivités locales.

Aussi, a-t-il appelé à ouvrir un large débat avec les acteurs et à réviser les textes de loi au service du développement local et des intérêts des citoyens. Il a également jugé impératif de

revoir les sources de financement des collectivités locales et de permettre aux collectivités locales de percevoir les impôts au niveau local pour atteindre une aisance financière qui leur permette de mener à bien leurs missions en matière de développement.

Abondant dans ce sens, le sénateur Abdelkader Moukhaloua (RND) a appelé à accélérer la révision des codes communal et de wilaya afin que l'élu local devienne une force de proposition et d'exécution.

Selon lui, le Plan d'action du gouvernement doit s'accompagner d'une stratégie à long terme pour en finir avec les problèmes de développement et améliorer les conditions de vie des citoyens, notamment dans les zones d'ombre.

Le membre du Conseil de la nation Ahmed Bouziane a, quant à lui, plaidé en faveur du renforcement de l'Etat de droit, appelant à l'accélération de l'élaboration d'un calendrier de mise en œuvre du Plan d'action du gouvernement pour la concrétisa-

tion de projets répondant aux exigences des citoyens.

Quant au membre du FLN Abdelhakim Tamraoui, il a salué la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de dépénaliser l'acte de gestion aux fins d'encourager les initiatives individuelles et collectives, appelant à «l'appliquer sur le terrain et à libérer les élus des contraintes et des lois empêchant d'accomplir pleinement leurs missions».

Au sujet de l'assainissement de l'administration des pratiques bureaucratiques, le membre du Conseil de la nation Abdelkader Moukhaloua a affirmé que l'Algérie «a besoin du temps nécessaire pour assainir l'administration de la bureaucratie», relevant «l'importance de la numérisation dans ce domaine pour éviter au citoyen les répercussions des pratiques erronées».

Après avoir mis en exergue «la nécessité d'épurer l'administration publique et les institutions étatiques des saboteurs qui encombrant les processus du

développement et l'investissement dans le pays», le même intervenant a appelé à «libérer les investissements de la bureaucratie, notamment en ce qui a trait au foncier et à la confusion entre les différents intérêts en dépit des mécanismes juridiques et décrets exécutifs existants».

Pour sa part, le membre du FLN Abdelwahab Benzaim a déclaré que «l'Algérie est dans une situation critique induite par la hausse des besoins en contrepartie de la dépendance aux micro-projets», mettant l'accent sur «la nécessité de pallier les difficultés et d'ouvrir le domaine économique aux pays développés en assurant le suivi périodique des projets dans les différentes wilayas».

Le membre Moumene El Ghali (FLN) a, quant à lui, souligné «l'impératif d'adopter une réforme administrative et d'éliminer la bureaucratie par le recours aux compétences et capacités nationales et la levée des obstacles».

R. N.



Premières pluies d'automne dans différentes wilayas du pays

# Risque d'inondations, l'inévitable casse-tête

■ Hier, premier jour de l'automne, de fortes pluies se sont abattues sur différentes wilayas du pays, provoquant inondations et embouteillages.

Par Louisa Ait Ramdane

Les pluies automnales qui se sont abattues hier sur l'Algérie ont causé des inondations et beaucoup de désagréments. Les eaux pluviales ont provoqué d'énormes embouteillages sur certains axes routiers. Fort heureusement, aucune perte humaine n'est à déplorer. Les pluies ont coïncidé avec le premier jour de la rentrée scolaire. Les images et vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent les inondations au niveau de certains quartiers d'Alger, tels que la Place du 1<sup>er</sup>-Mai, Ouled Fayet, Baba Hassene, Kouba, Bir Khadem... où plusieurs trémies ont été inondées.

La trémie du 1<sup>er</sup>-Mai a été submergée par les eaux, ce qui a contraint les autorités concernées à la fermer à la circulation automobile. A chaque précipitation, les trémies deviennent des piscines à cause du problème de drainage des eaux.

Ces pluies matinales ont causé également des inondations à l'avenue de l'ALN et à la nouvelle ville de Sidi Abdallah.

Les chutes de pluie ont également causé la fermeture provisoire de l'autoroute Bous Ismail, Tipasa-Zeralda, Alger, jusqu'à pompage complet des eaux et dégageant des regards obstrués. La circulation s'est complètement arrêtée et des milliers d'automobilistes ont été bloqués. Une décision a été prise dans la matinée pour la fermeture provisoire de l'autoroute Tipasa-Alger, suite à l'obstruction des regards à son niveau, à cause des déchets des surfaces agricoles avoisinantes et de l'accumulation des ordures, a indiqué, à l'APS Mohamed Bouazgui, directeur des travaux publics de la wilaya. Les usagers de cette route, de et vers Tipasa, ont été déviés vers l'échangeur -



PH.D. R.

Est de la ville de Bou Ismail, pour ensuite prendre la RN11, en passant par Fouka Marine, puis Daouda Marine, avant de rejoindre de nouveau l'autoroute de Zeralda pour ceux qui se dirigent vers Alger, ou prendre la pénétrante de Khemisti, pour ceux qui veulent rejoindre Tipasa.

Les éléments de la Protection civile ont retiré deux voitures coincées aux alentours d'un oued dans la commune de Sabt Aziz (Médéa), sans enregistrer de pertes humaines.

Dans la même wilaya, les services de la Protection civile sont intervenus pour le pompage des eaux dans un Centre de formation professionnelle de Beni Slimane, et au sein d'une école primaire à Sekhairia, sans enregistrer de pertes. Des opérations de pompage similaires ont été menées dans certains logements, bâtiments et équipements, à travers les

communes de Shallala Al-Adawra, Al-Amariah, Mujbar, Ben Shakaou, Wamri, Al-Sawaqi, Beni Slimane et Qasr Al-Boukhari.

Dans cette même wilaya, la route n° 19 reliant la commune de Azziz à Oum Djaili a été fermée à la circulation à cause de la remontée des eaux de l'oued Bekmour.

Les services de la Gendarmerie nationale ont annoncé la montée du niveau de l'eau de quelques rivières. Le niveau de l'oued Mazafan, sur la côte Ouest de la capitale, a sensiblement augmenté suite aux fortes précipitations qui ont commencé dans la matinée.

Encore une fois, les intempéries ont mis à nu la défaillance des collectivités locales dans la gestion des catastrophes naturelles. Chaque année, l'Algérie enregistre des inondations parfois meurtrières en raison de pluies torrentielles et du manque d'entretien des

réseaux d'évacuation. Dans la plupart des cas, les inondations sont causées par l'obstruction des avaloirs. A la moindre goutte de pluie, les villes se noient. Rues gorgées d'eau, circulation automobile bloquée, des inondations, des dégâts matériels... Le même épisode se répète à la même période de l'année.

Un Bulletin météo spécial émis par l'Office national de météorologie avaient annoncé de fortes averses de pluie accompagnées de grêle sur les wilayas du Centre, notamment Chlef, Aïn Defla, Tipaza, Alger, Blida, Boumerdès, Béjaïa, Tizi Ouzou, Jijel, Skikda, Bouira, Médéa. Un deuxième BMS concernant les Hauts-Plateaux a été émis par les mêmes services et concerne notamment les wilayas de Sétif, Bordj, Bou-Arréridj, M'sila, Djelfa, Tيارت, Tissemsilt, Saïda, Sidi Bel-Abbès.

L. A. R.

## LA QUESTION DU JOUR

### Retour de flamme dans la crise des sous-marins ?

Suite de la page une

Les Australiens ne s'étant pas eux confinés dans le silence, on sait maintenant que si les Français n'avaient pas vu venir le coup, c'est en quelque sorte parce que ne voulant rien voir, ils avaient à point nommé tourné le dos. Eux-mêmes, expliquent les Australiens maintenant à qui veut les entendre, discutait ouvertement ces derniers mois de l'éventualité de rompre le contrat passé avec la France pour en conclure un autre portant expressément sur des sous-marins à propulsion nucléaire. Leurs militaires avaient changé précisément sur ce point. Au départ, ils étaient pour la propulsion conventionnelle, mais ensuite, ils s'étaient convaincus de la supériorité de l'option nucléaire, une évolution à leur niveau qu'ils n'avaient aucunement cachée aux Français. Pour preuve, elle s'étalait en long et en large dans leurs journaux. Ces arguments sont de nature à battre en brèche l'accusation qui leur est faite par les Français d'avoir manqué de loyauté à leur égard au même titre que les Américains. Ils sont aussi à même de porter un coup sévère aux dirigeants français, et d'abord au premier d'entre eux. En effet, s'il n'y a pas eu trahison de leur part, s'ils avaient signalé suffisamment à l'avance le virage qu'ils comptaient prendre, il y a eu forcément inconscience, ou incompetence, ou incurie, ou politique de l'autruche... du côté français. Quand ils émettaient leurs avertissements, non sans insistance, leurs homologues français délibérément et lâchement regardaient ailleurs. Ils ne les ont pas poignardés dans le dos, c'est eux qui se sont arrangés pour l'être. Or des voix s'élèvent déjà en France en défense de la bonne foi des Australiens. Le risque est grand pour le gouvernement français qu'elles finissent par discréditer leur version des faits, basée quant à elle sur la déloyauté supposée certaine des Américains comme des Australiens. Et s'il n'y a pas eu trahison celle-ci, peut-il malgré tout y avoir eu celle-là ? La question en tout cas se pose. Mais il suffit qu'elle se pose pour que la position officielle française s'en trouve ébranlée. Les conséquences pourraient en être dramatiques pour Emmanuel Macron.

M. H.

En août dernier

## L'Algérie a enregistré 12 nouveaux records de température

Douze nouveaux records nationaux de température, allant de 44 °C à 48 °C, ont été relevés durant la période du 9 au 15 août dernier, sur le nord du pays, a indiqué l'Office national de la météorologie (ONM).

«Pour l'année 2021, une vague de chaleur intense a intéressé pendant une semaine le nord de l'Algérie durant la période du 9 au 15 août où l'on a enregistré 12 nouveaux records nationaux de température maximale», a indiqué à l'APS Salah Sahabi-

Abed, directeur de l'Exploitation météorologique et de la climatologie à l'ONM.

Il a précisé que ces nouveaux records ont concerné El-Tarf avec +49.1 degrés Celsius, Béjaïa (+48.4), Chlef (+48.0), Relizane (+47.8), Guelma (+47.7), Tizi-Ouzou (+47.4), Annaba (+47.0), Miliana (+46.8), Maghnia (+46.1), Mascara (+45.8), Sidi-Bel-Abbès (+45.6) et Saïda (+44.1).

Il a fait savoir que «la vague de chaleur observée cette

année a plutôt intéressé les wilayas du Nord de l'Algérie, contrairement à l'année 2018 où elle a concerné les wilayas du Sud», considérant ce phénomène comme «l'une des caractéristiques du dérèglement climatique dont les effets demeurent parfois imprévus».

M. Sahabi-Abed, également expert de l'Organisation mondiale de la météorologie et membre de la Commission de la météo, du climat, de l'eau et des services et applications environnementaux associés

(Sercom), a rappelé que «le réseau d'observation de l'ONM a enregistré, durant la seule période du 5 au 6 juillet 2018, cinq nouveaux records de température maximale absolue relevés sur cinq wilayas».

Il a indiqué que durant cette période, il a été enregistré +49.7 °C à El-Oued, +49.5 °C à Touggourt, +47.4 °C à Gharadaïa et +44.8 °C à Béchar, et +51.3 °C à Ouargla qui est «un record pour l'Algérie et pour tout le continent africain».

L'expert a, cependant, souli-

gné que «la dernière décennie (2011-2019) a été nettement plus chaude, où les températures minimales et maximales annuelles ont été en moyenne plus chaudes que celles des normales des deux périodes 1961-1990 et 1981-2010 et ce, sur la majeure partie du pays».

R. N.

Internationalisation de la question algérienne

# Le GPRA a joué un rôle «décisif»

■ Proclamé le 19 septembre 1958 pour «parachever la mise en place des institutions de la Révolution», le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) a joué un rôle «décisif» dans l'internationalisation et la mobilisation de la communauté internationale autour de la cause nationale.



Par Halim M.

Le premier acte diplomatique du GPRA a été de dénoncer, dès le lendemain de sa création, à l'ONU, le référendum sur la nouvelle Constitution annoncé par le général Charles de Gaulle. Ce texte, qui a posé les fondements de la cinquième République française, devait être interprété, en Algérie, comme manifestant la volonté de la population de rester ou non attachée à la France. Ce premier acte du GPRA a été suivi par de nombreuses autres actions diplomatiques destinées à dénoncer l'occupant français, la puissance usurpatrice et à faire connaître la cause algérienne. L'objectif escompté était de gagner le soutien et la solidarité

de la communauté internationale à travers une participation aux fora internationaux et des visites à des pays solidaires du combat des Algériens pour recouvrer leur indépendance.

Sa création a rendu possible la participation de la République algérienne à de nombreuses manifestations, notamment au niveau africain, telles que les conférences d'Accra (Ghana-décembre 1958), Monrovia (Libéria-août 1959), Tunis (janvier 1960) et Casablanca (Maroc-1961). L'intense activité menée par des représentants officiels du GPRA et leurs actions diplomatiques dans les forums internationaux et dans les nombreuses capitales où le gouvernement, présidé par Ferhat Abbas, disposait de représenta-

tions permanentes, y compris à l'ONU, ont permis à l'Algérie de faire entendre sa voix.

En effet, l'action du GPRA a influencé le débat sur la question algérienne à l'Assemblée générale des Nations unies. Pour la première fois, les Etats-Unis, l'un des principaux alliés de la France, choisissent l'abstention lors d'un débat au Conseil de sécurité, portant «un coup dur» au général De Gaulle qui cherchait l'appui du président américain Eisenhower.

La France coloniale considérait l'Algérie comme un territoire français et, de ce fait, elle soutenait que l'affaire relevait exclusivement de sa compétence nationale. Mais c'était sans compter sur l'écho favorable qu'a trouvé le GPRA auprès de nombreuses capitales dans le monde, poussant la France à brandir la menace de rompre ses relations diplomatiques avec les Etats qui le reconnaîtraient.

## Bataille de la reconnaissance

«La bataille de la reconnaissance a été dure et a finalement abouti», affirmait l'ancien ministre du GPRA, Abdelhamid Mehri, relevant que «parmi les nombreux pays qui ont reconnu le GPRA, il y a avait la Chine et l'Union soviétique, deux membres permanents du Conseil

de sécurité de l'ONU». «C'était là une grande victoire pour la cause algérienne», avait-il soutenu. Aussitôt proclamé, simultanément depuis Le Caire, Rabat et Tunis, le nouveau gouvernement en exil obtient la reconnaissance de dizaines d'Etats souverains qui ont apporté leur soutien indéfectible au combat des Algériens pour leur indépendance.

Au 1<sup>er</sup> juillet 1962, à la veille du référendum d'autodétermination, un total de 36 pays avait reconnu le GPRA. Créé dans la double perspective : le débat à l'ONU et le référendum sur l'autodétermination, le GPRA a forcé le gouvernement français à le reconnaître comme unique représentant du peuple algérien et un interlocuteur inévitable lors des négociations qui ont abouti à la signature des accords d'Evian, mettant fin officiellement à 132 années de colonisation française et à plus de sept ans de guerre.

Pour le président de l'Association des anciens du ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG), Daho Ould-Kablia, la création du GPRA a «donné de la visibilité» à la Révolution algérienne. En dépit de son statut «provisoire», le nouveau gouvernement a «joué un rôle primordial au plan international», affirmait l'ancien ministre de la Communication, Lamine Bechichi, précisant dans un témoignage que le GPRA «a

conclu des dizaines d'accords et de traités internationaux». L'ancien Chef du gouvernement, Réda Malek, quant à lui, a relevé la «grande portée historique» de la constitution du GPRA, soulignant le contexte de sa création, marqué par «la férocité de la guerre et les pressions de l'armée française sur le gouvernement d'alors».

Considéré comme un «événement majeur» dans la marche de la révolution algérienne, la proclamation du GPRA était la concrétisation d'une décision prise lors du congrès de la Soummam.

Le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), réuni en août 1958 au Caire, a préconisé dans ses résolutions la création du GPRA, concrétisée un an plus tard par le Comité de coordination et d'exécution (CCE). Si l'objectif annoncé était le parachèvement de la mise en place des institutions de la Révolution, la constitution du GPRA devait permettre à la révolution algérienne de «franchir un nouveau stade».

Krim Belkacem qui avait hâté la mise en place du GPRA, affirmait alors que «le monde extérieur ne nous respectera et ne nous fera confiance que si nous arrivons à parler le même langage et que nous adoptons un comportement efficace».

H. M.

## Création du GPRA

# Un «marqueur» de l'histoire de la guerre de Libération nationale

La création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) est un «marqueur» de l'histoire de la guerre de Libération nationale, estime l'historien Fouad Soufi, signalant que cette proclamation avait permis de grands espoirs pour l'indépendance du pays. «La fondation du GPRA avait ouvert de grandes espérances pour l'indépendance du pays que même les crises internes n'en ont pas bloqué le processus. C'est un événement qui représente un marqueur de l'histoire de la guerre de Libération nationale», a déclaré M. Soufi à l'APS, à l'occasion de la commémoration du 63<sup>e</sup> anniversaire de la création du GPRA, le 19 septembre 1958.

Expliquant dans quelle mesure ce Gouvernement a constitué un des jalons fondateurs de ce qui allait devenir la jeune République algérienne démocratique et populaire, il s'est référé à la déclaration de Krim Belkacem qui, dans l'un de ses discours, avait soutenu que la date du 19 septembre était «la plus importante après celle du 1<sup>er</sup> novembre 1954, celle-ci ayant été le premier jalon fondateur de l'Algérie indépendante». Revenant sur les péripéties et les circonstances de la naissance du Gouvernement provisoire, le chercheur en histoire rappelle que «l'idée de transformer le Comité de Coordination et d'exécution (CCE) en Gouvernement s'est imposée dans le débat» entre les dirigeants du Front de libération nationale (FLN) au second tri-

mestre de 1958, d'où la création d'une commission à cet effet. S'appuyant sur des témoignages d'acteurs comme Ferhat Abbas et des travaux d'historiens, dont ceux de Mohamed Harbi, l'intervenant note que le choix du lieu de la proclamation et celui de la désignation de Ferhat Abbas à la tête du GPRA répondaient aux «exigences de l'heure et des contextes politique national et international». Et de préciser : «C'est ainsi que j'explique que la proclamation du GPRA a eu lieu simultanément au Caire, à Tunis et à Rabat le 18 septembre, avec effet à compter du 19 septembre à 13 heures». Et de considérer que la composition de ce gouvernement était «représentative de la majorité des composantes du mouvement national», tandis que la nomination de dirigeants détenus en tant que membres «a été favorablement accueillie par l'opinion publique nationale et a fortement contrarié l'Etat français». «Il faut ajouter que la décision de désigner Ahmed Ben Bella comme vice-président et non ministre d'Etat à l'instar de ses camarades, mériterait autre chose que le simple constat, tant elle rappelle une réalité occultée, à la veille du 1<sup>er</sup> novembre 1954, à savoir qu'ils n'étaient pas 6 mais bien 9 avec, comme par hasard, les trois honnis de la vulgate historique officielle des années 1965-1970 : Ait-Ahmed, Ben Bella et Khider», fait-il remarquer. S'agissant de la reconnaissance internationale du GPRA, l'interlocuteur rappelle la longue listes des Etats ayant apporté leur caution à ce

Gouvernement, en premier lieu les pays arabes, ceux de l'Europe de l'Est (Tchécoslovaquie, Bulgarie, Yougoslavie, RDA, etc.), d'Afrique subsaharienne (Ghana, Guinée puis plus tard le Mali et le Togo) d'Asie (Chine, Vietnam, Corée, Indonésie, etc.), ainsi que d'Amérique latine et centrale. Ceci, alors que l'URSS l'avait reconnu «de facto» le 7 octobre 1960, et de – jure – le 18 mai 1962. «Il faut se souvenir que sur le plan international, les Etats afro-asiatiques ont entrepris, chaque année depuis 1955, de faire inscrire la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies. Aussi, après la proclamation du GPRA, M'hamed Yazid, ministre de l'Information, avait précisé que, désormais, avec l'existence du GPRA, la France commet une agression contre un Etat indépendant», souligne encore M. Soufi.

## Un rapport de force «bouleversé»

De plus, citant encore celui qui fut porte-parole du GPRA, «l'Algérie, assurée du soutien de plus de 40 Etats, pouvait soumettre sa candidature à l'ONU et que l'aide étrangère devenait de ce fait licite», avant d'assurer que «l'offensive diplomatique, décrite par beaucoup d'acteurs témoins, avait bouleversé le rapport de force au détriment de la France».

Convie, par ailleurs, à commenter le

rôle du GPRA dans la conduite du processus des discussions ayant abouti aux accords d'Evian, le spécialiste en histoire tient à rappeler que, déjà le 13 septembre 1958, pas moins de 35 Etats membres de l'ONU avaient voté une résolution «proclamant le droit du peuple algérien à l'indépendance et recommandant des négociations». «L'opinion publique, à travers le monde, va manifester, jusque dans les rues, son soutien à la lutte du peuple algérien et même une partie de l'opinion française exigera l'ouverture de négociations pour la paix, au moment où il n'était pas question pour le gouvernement français de reconnaître le GPRA tout en menaçant de sanctions les Etats qui le feraient», détaille-t-il. Et de relever que la délégation algérienne, conduite par Krim Belkacem, a «négocié pied-à-pied avec pour mots d'ordre : l'indépendance sans préalable, l'unicité du peuple, l'intégrité du territoire, etc.», avant de soulever, par ailleurs, la problématique de «l'accessibilité» aux archives qui s'est posée ces dernières années, s'interrogeant, à ce propos, sur le sort des procès-verbaux, côté algérien, de ces discussions, au moment où ceux de la partie française ont été publiés.

Outre cette question, l'historien pose celle de la médiatisation de la date du 19 septembre 1958 qui, affirme-t-il, «fut longtemps une journée portée disparue du calendrier révolutionnaire officiel».

G. K.



Souk Ahras

# 150 000 qx de semences de céréales à la disposition des agriculteurs

■ La Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Souk Ahras a mis à la disposition des céréaliculteurs une quantité de 150 000 quintaux (qx) de semences de céréales, en prévision de la campagne de labours-semailles, dont le coup d'envoi est prévu pour le 1<sup>er</sup> octobre prochain, a-t-on appris, hier, auprès de la direction de cette Coopérative.



Par Bilal L.

**A** ce propos, le directeur de la CCLS, Karim Belhout, a précisé à l'APS que cette quanti-

té de semences est répartie entre 109 000 qx de semences de blé dur, 26. 00 qx de semences de blé tendre, 12 000 qx de semences d'orge et 252 qx de semences d'avoine.

Il a ajouté, dans ce même contexte, que depuis début septembre, il a été procédé à la distribution de cette quantité de semences à travers les points situés dans les localités de

Merahna, M'daourouch, Sédrata et Souk Ahras au profit de 5 620 agriculteurs adhérant à cette même Coopérative, en plus de la disponibilité de 20 800 qx d'engrais phosphatés et de 2 000 qx d'engrais azotés.

Après avoir souligné que l'opération se poursuit pour offrir d'autres quantités d'engrais, la même source a indiqué que la CCLS a établi, pour la nouvelle saison agricole, un programme d'intensification des semences à travers la réservation d'une superficie estimée à 10 550 ha, consacrée dans la wilaya pour cette production.

La même source a rappelé également qu'un guichet unique a été ouvert le 8 août dernier par la Coopérative des céréales et légumes secs, la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) et la Banque d'agriculture et de développement rural (BADR) pour permettre aux agriculteurs de la filière céréalière d'acquiescer facilement les moyens de production grâce au crédit R'fig, et ce, dans le but de réussir la campagne labours-semailles.

Il est à signaler que cette même Coopérative avait collecté

à la fin de la campagne de moisson-battage précédente, 962 000 qx de céréales, en dépit de la sécheresse qui a touché environ 9 communes situées au sud de la wilaya et les grands dommages causés par les intempéries durant le mois de mai dernier.

Wilaya à caractère agricole, forestier et pastoral, Souk Ahras dispose d'une superficie cultivable estimée à 254 000 ha, dont 145 000 ha sont réservés aux céréales, 9 500 ha aux fourrages et 7 400 ha irrigués, en plus d'une surface allouée aux légumes secs de 4 624 ha et 16 340 ha dédiés aux arbres fruitiers, selon les dernières statistiques établies par la CCLS.

B. L.

Plantes oléagineuses  
**Production de 30 % des besoins nationaux au niveau local à l'horizon 2024**

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, hier à Alger, que le gouvernement aspirait à travers son Plan d'action à développer les cultures utilisées dans la production des huiles alimentaires, en vue de couvrir 30 % des besoins nationaux à l'horizon 2024.

Présentant le Plan d'action du gouvernement devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil, M. Benabderrahmane a indiqué que le gouvernement «œuvrera à développer les cultures stratégiques, comme le colza, le soja et le maïs, en vue de couvrir 30 % des besoins nationaux à l'horizon 2024».

Cette démarche tend à alléger la facture d'importation et à garantir la sécurité alimentaire du pays, a-t-il ajouté.

Le Plan d'action du gouvernement vise, en outre, à poursuivre la modernisation du secteur agricole, notamment à travers l'augmentation des surfaces irriguées et l'utilisation du système d'irrigation goutte à goutte, en sus de la promotion de la production céréalière pour atteindre un niveau permettant d'atteindre l'autosuffisance, a conclu le Premier ministre.

H. M.

Pétrole

## Le baril de Brent progresse à 74,89 dollars

**L**es prix du pétrole brut regagnaient hier une partie du terrain cédé la veille, soutenus par le resserrement de la production aux Etats-Unis, la demande chinoise restant un sujet d'inquiétude pour les investisseurs.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 74,89 dollars à Londres, en hausse de 1,31 % par rapport à la clôture de la veille.

A New York, le baril de WTI pour octobre, dont c'est le der-

nier jour de cotation, avançait de 1,45 % à 71,31 dollars.

Des analystes ont mis en avant les préoccupations croissantes concernant l'offre aux Etats-Unis, où la production reste faible dans le golfe du Mexique à la suite du passage de l'ouragan Ida il y a près d'un mois.

Le groupe anglo-néerlandais Royal Dutch Shell a évoqué lundi, dans un communiqué, les échéances du dernier trimestre 2021 et du premier trimestre 2022 pour la reprise

de certaines de ses installations.

A date, «environ 60 % de la production exploitée par Shell dans le golfe du Mexique est de nouveau en service», est-il indiqué.

Le Bureau de régulation de l'environnement et de la sécurité (BSEE) a indiqué de son côté lundi que les plateformes tournaient à près de 82 % de capacité.

Mais les investisseurs restaient prudents à la veille du résultat de la réunion de poli-

tique monétaire de la Banque centrale américaine (Fed) – qui peut faire bouger le dollar et par réaction les prix du brut – et de la publication par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) de l'état des stocks de brut aux Etats-Unis.

L'inquiétude plane aussi sur la consommation du premier importateur de brut au monde, la Chine, secouée par la situation du promoteur immobilier Evergrande au bord de la faillite.

M. O.

Changes

## L'euro stable face au dollar à la veille de la Fed

**L**euro restait stable hier face au dollar, les cambistes attendant le résultat de la réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Dans la matinée, l'euro grappillait 0,06 % à 1,1732 dollar pour un euro.

La veille, la monnaie unique européenne avait touché un plus bas depuis près d'un mois, à 1,1700 dollar pour un euro.

Le marché des changes est immobile avant le début de la réunion du comité monétaire

de la Fed aujourd'hui et dont le résultat sera partagé aujourd'hui après la fin des échanges européens.

Les investisseurs se demandent si la Fed partagera plus de détails sur un durcissement à venir de sa politique monétaire, à commencer par un ralentissement de son programme de rachats d'actifs.

Le billet vert évolue proche de son plus haut niveau depuis novembre 2020 et l'élection de Joe Biden, atteint le 20 août à 1,1664 dollar, le marché tablant

sur une politique monétaire plus stricte aux Etats-Unis qu'en zone euro.

Mais alors que l'économie et l'inflation ont été dopées par les plans de relance de l'administration Biden, des mesures partiellement achevées, «un ralentissement de l'économie et une baisse de l'inflation pourraient mettre un terme aux spéculations d'une hausse des taux rapide», prévient un analyste.

La question centrale aujourd'hui, étant donné la situation en Chine, sera de savoir si la

Fed adopte une position moins stricte pour se donner du temps et voir comment la situation évolue, estiment d'autres analystes.

Le marché est secoué par la situation du promoteur immobilier chinois Evergrande, géant au bord de la faillite, dont la situation a été comparée à celle de Lehman Brothers en 2008, quand l'effondrement du poids lourd de Wall Street avait déclenché une crise internationale.

Y. L.

Constructions illicites à Mostaganem

# Les autorités de la wilaya mettent un terme à l'anarchie

■ Dans un communiqué rendu public par la cellule de communication de la wilaya de Mostaganem, on informe qu'une vaste campagne de démolition de constructions illicites a été engagée avec de grands moyens par les autorités de la wilaya.

Par Lotfi Abdelmadjid

**E**n effet, depuis quelques années la construction illicite dans la wilaya s'est érigée en pratique par des citoyens malveillants et irrespectueux de la loi.

Sur les terres agricoles et même à proximité des rivages, on y a édifié des logements de toutes formes, baraquements, maisons, logis de fortune, abris et autres, sans se soucier de la loi. Sur tout le long du littoral de la wilaya le phénomène s'est sérieusement installé. La côte Est du territoire de la wilaya a vu pousser sur le rivage des habitations et souvent sur des zones d'expansion touristiques. Des baraques en béton ont poussé ça et là car la demande des estivants venus en masse a suscité ce massacre. Sur les terres agricoles, on s'est permis de luxueuses demeures à plusieurs étages pour promouvoir le commerce du logement. Une situation qui a pris une ampleur préoccupante. Quelques fois parce que le fléchissement de l'autorité en est la cause, d'autres fois c'est la complexité de certains responsables et souvent c'est l'audace ou même l'inconscience des citoyens, mais la loi les a rattrapés. En effet, les autorités de la wilaya ont réagi pour mettre fin à ces pratiques hors la loi. En analysant de près le phénomène, beaucoup de constructions concernées par les démolitions appartiennent à des gens venus d'ailleurs et qui demeurent inconnus.

Ce mois-ci et en application de la loi, une campagne de démolition de constructions illicites a été entamée d'une manière fort déterminée. La wilaya de Mostaganem a mis les moyens nécessaires pour mettre un terme à l'anarchie.

Cette campagne de démolition a touché plusieurs centaines de constructions, surtout sur les rivages des plages de



Abdelmalek-Ramdane, de Achaacha et Ouled Boughalem. Ces pratiques devaient être éradiquées et le jour est venu pour assainir la wilaya d'un fléau susceptible d'une prolifération sans fin.

A ce jour, les opérations de démolition sont poussées à fond, affichant clairement la détermination des autorités de la wilaya.

Selon certaines sources proches de la wilaya, il est

annoncé que des poursuites judiciaires seront engagées à l'encontre des contrevenants ainsi que leurs complices tapis dans les rouages de l'administration, pour infraction aux dispositions liées aux permis de

construire et à l'atteinte au patrimoine public. A l'heure actuelle, les opérations se poursuivent, témoignant de l'engagement des autorités de la wilaya à mettre fin aux pratiques mafieuses.

L. A.

Béjaïa

## Un conseil de wilaya dédié à la rentrée scolaire

**L**a rentrée scolaire a fait l'objet, avant-hier matin, d'un conseil de l'exécutif de wilaya présidé par le wali. Cette réunion, tenue en prévision de la rentrée scolaire 2021/2022, a regroupé l'ensemble des chefs de daïra et les directeurs de wilaya. «L'objectif de cette rencontre qui a été consacrée au dossier de la rentrée scolaire dans tous ces aspects, est de mettre tous les atouts à même de pouvoir réussir cet événement

avec une mobilisation extrême en termes de moyens et de préparatifs», a souligné la cellule de communication de la wilaya. Il s'agissait aussi, selon la même source, d'effectuer un travail de coordination avec les différents secteurs et le suivi sur le terrain de l'ensemble des chantiers où se déroulent les travaux de réalisation des structures scolaires, des opérations d'équipement des salles de classes et des cantines scolaires, etc. Dans ce sillage,

des missions d'inspection ont été dépêchées à travers l'ensemble des communes de la wilaya afin de s'enquérir des conditions de scolarisation des élèves des différents cycles. Les inspecteurs de la wilaya chargés de cette mission ont inspecté également l'état d'avancement des travaux de réhabilitation des établissements scolaires endommagés par les incendies. Plusieurs établissements scolaires ont partiellement été

dégradés par les feux de forêt. On en compte au moins quatre dans la commune de Toudja, en l'occurrence, deux CEM et deux écoles primaires. Les travaux de restauration pourraient être étalés sur plusieurs jours ou semaines, et la rentrée scolaire dans cet établissement pourrait être différée. Par ailleurs, il a été rappelé la nécessité de vacciner tout le personnel du secteur de l'Education.

H. Cherfa

Santé animale

## Un laboratoire vétérinaire régional inauguré à Béchar

**L**e Laboratoire vétérinaire régional de la wilaya de Béchar (LVR Béchar) a été inauguré à la cité Béchar El Djadid, en présence des autorités locales, a annoncé le ministre de l'Agriculture et du Développement rural dans un communiqué, soulignant que cette nouvelle infrastructure permettra d'améliorer la santé animale dans les vastes wilayas du Grand Sud.

L'inauguration de ce laboratoire, créé auprès de l'Institut national de la médecine vétérinaire

(INMV) par arrêté interministériel du 25 octobre 2016, intervient suite aux instructions du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani, a précisé la même source.

Cette infrastructure qui s'étend sur 3 890 m<sup>2</sup>, dont 900 m<sup>2</sup> bâtis, est dotée de bureaux, salles d'analyses, une animalerie, un incinérateur, une chambre froide, des chambres d'hôtes, un groupe électrogène et bien d'autres équipements bureaucratiques et scientifiques, a ajouté le

ministère de l'Agriculture et du Développement rural, le LVR Béchar vient renforcer le réseau des laboratoires vétérinaires officiels, dans un zoning pré-défini par l'autorité vétérinaire nationale. Il a pour principales missions le diagnostic des pathologies animales, des zoonoses, ainsi que le contrôle de qualité et de salubrité des produits alimentaires d'origine animale destinés à la consommation humaine et de l'alimentation de bétail, ainsi que le conseil, la sensibilisation

et l'éducation sanitaire des éleveurs et des consommateurs en matière de prévention de santé animale et de santé publique vétérinaire. Pour l'accomplissement de ces missions, le LVR Béchar est encadré par des compétences diverses telles que des médecins vétérinaires, des biologistes et agronomes qui exercent leurs activités sur des équipements de haute technologie, a fait savoir le communiqué. Selon le ministre, «le LVR Béchar est une véritable aubaine pour consolider la politique nationale

de santé animale et de santé publique vétérinaire, pour l'accroissement des productivités agricoles, l'amélioration de la santé animale et le développement de la sécurité sanitaire alimentaire dans les vastes wilayas du Grand Sud».

Le Laboratoire est appelé aussi à «offrir de nombreux avantages permettant l'accompagnement des opérateurs économiques lors d'échanges commerciaux, notamment à l'exportation vers les pays d'Afrique», a-t-on souligné de même source.

K. M.



# Les feux de l'été ont causé des émissions records de CO2

■ Les incendies qui ont fait rage dans de multiples régions du monde ont provoqué des émissions records de CO2 en juillet et en août, a annoncé, hier, le service européen Copernicus d'observation de la Terre, pointant du doigt la responsabilité du réchauffement climatique.



Par Reda A.

«**I** est préoccupant que les conditions régionales plus sèches et plus chaudes – provoquées par le réchauffement climatique – augmentent l'inflam-

bilité et le risque d'incendie de la végétation. Cela a conduit à des incendies très intenses et à développement rapide», a commenté Mark Parrington, directeur scientifique chez Copernicus.

«D'autres incendies sont attendus dans le monde entier au cours des prochaines semaines,

alors que la saison des feux en Amazonie et en Amérique du Sud continue de se développer», a-t-il ajouté. Lors de cette saison boréale des incendies qui touche l'hémisphère nord de mai à octobre, le mois de juillet a enregistré un record mondial depuis le début de ces mesures

faites grâce à des observations satellitaires, avec 1 258 mégatonnes de CO2 émissions, dont plus de la moitié attribuée aux incendies en Amérique du Nord et en Sibérie. Nouveau record en août, avec 1 384,6 mégatonnes au niveau mondial, précise le communiqué de Copernicus. «Tout au long de l'été, nous avons surveillé l'activité des feux de forêt dans l'hémisphère nord. Ce qui est apparu comme inhabituel, c'est le nombre d'incendies, la taille des zones dans lesquelles ils ont brûlé, leur intensité et leur persistance», a souligné Mark Parrington. En particulier dans le nord-est de la Sibérie, en République de Sakha, la saison des incendies a été «inhabituelle» par sa taille et la persistance des brasiers depuis début juin.

«C'est une histoire similaire en Amérique du Nord, dans certaines parties du Canada, dans le

nord-ouest du Pacifique et en Californie, qui connaissent de grands incendies de forêt depuis fin juin et début juillet et qui sont toujours en cours», a-t-il ajouté.

L'ouest de l'Amérique du Nord a été particulièrement ravagé en juillet et en août, avec notamment l'incendie Dixie qui est l'un des plus importants jamais enregistrés dans l'histoire de la Californie. Alors que le sud-est de l'Europe subissait une vague de chaleur prolongée, la Méditerranée a également été touchée, de la Grèce à l'Italie en passant par l'Albanie, l'Espagne, ou encore la Turquie, pays où les données ont montré une intensité quotidienne des incendies sans précédent depuis 2003.

R. A.

## Birmanie

### Aung San Suu Ky jugée pour «incitation aux troubles publics»

L'ex-dirigeante birmane, Aung San Suu Kyi, renversée par l'armée en février et enclavée depuis dans une multitude de procédures judiciaires, a commencé à être jugée hier pour «incitation aux troubles publics», a indiqué l'un de ses avocats. Présente à l'audience qui se tient dans un tribunal spécialement mis en place dans la capitale Naypyidaw, elle a plaidé «non coupable» de cette infraction, a précisé Khin Maung Zaw. Aung San Suu Kyi, 76 ans, est déjà jugée depuis plusieurs

mois pour violation des restrictions sanitaires liées au Covid-19, importation illégale de talons-walkies et sédition.

Le procès avait été ajourné pendant deux mois en raison d'une flambée épidémique de coronavirus et a repris mi-septembre. A partir du 1<sup>er</sup> octobre, elle comparaitra également pour «corruption». Elle est aussi inculpée pour avoir violé une loi sur les secrets d'Etat datant de l'époque coloniale, mais cette affaire n'a pas encore été portée devant le tribunal.

La lauréate du prix Nobel de la paix 1991 encourt de longues années de prison si elle est reconnue coupable.

De nombreux observateurs dénoncent un procès politique dans le but de neutraliser l'icône de la démocratie, grande gagnante des élections de 2015 et de 2020. Le putsch militaire du 1<sup>er</sup> février a mis fin à une brève parenthèse démocratique d'une décennie.

Depuis, les militaires mènent une répression sanglante contre leurs opposants avec plus de

1 100 civils tués et quelque 6 600 en détention, selon une ONG locale, l'Association d'assistance aux prisonniers politiques (AAPP), qui rapporte des cas de tortures, de viols et d'exécutions extra-judiciaires. L'armée a justifié son retour au pouvoir en alléguant des fraudes lors des législatives de novembre, remportées massivement par le parti d'Aung San Suu Kyi.

Après avoir annulé ce scrutin, elle a promis la tenue de nouvelles élections d'ici l'été 2023.

S. L.

## Sous-marins

### L'UE dénonce un «manque de loyauté» des Etats-Unis

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a dénoncé lundi un «manque de loyauté» et de «transparence» des Etats-Unis dans la crise des sous-marins qui les oppose à la France. «Les principes élémentaires entre alliés c'est la transparence et la confiance, ça va ensemble. Et là, que voyons-

nous ? Un clair manque de transparence, de loyauté», a-t-il dit à quelques journalistes à New York en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

L'Union européenne demande donc à Washington une «clarification» pour «tenter de mieux comprendre quelles sont les intentions derrière l'an-

nonce d'un partenariat stratégique entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, car c'est incompréhensible», a-t-il ajouté.

L'annonce, le 15 septembre, d'un pacte de sécurité conclu par les Américains avec l'Australie et le Royaume-Uni pour contraindre la Chine a mis le feu aux poudres, car elle s'est

faite dans le dos des Français, qui ont perdu au passage un énorme contrat de sous-marins commandés par Canberra. Les Européens se sont réveillés avec la sensation d'avoir été ignorés par le président démocrate Joe Biden, comme au temps de son prédécesseur républicain Donald Trump.

A. T.

## Afghanistan

### La Belgique voudrait évacuer encore 468 personnes

La Belgique voudrait évacuer d'Afghanistan encore 468 personnes, a indiqué, lundi, à quelques journalistes la ministre belge des Affaires étrangères, Sophie Wilmès, en espérant que leur sort pourra être réglé prochainement. «Aujourd'hui, nous avons une

liste de 468 personnes toujours en Afghanistan», a-t-elle dit lors de cette rencontre tenue en marge de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU qui se tient cette semaine à New York. «Ces gens-là, il faut pouvoir encore les sortir d'Afghanistan», a-t-elle indiqué. Ces personnes sont répar-

ties, a précisé la ministre, en quatre groupes : le premier réunit 260 personnes ayant la nationalité belge ou la double nationalité et leurs ayants droit (époux, épouse, enfants), le deuxième compte 45 personnes ayant travaillé pour la Belgique. Le troisième groupe identifié

comprend 63 personnes qui par leur profil ou leur engagement politique sont en situation de risque accru face au régime en place, et le dernier regroupe 100 détenteurs d'un titre de séjour en Belgique, selon le ministère belge des Affaires étrangères.

R. L.

H. M.

### Inondations au Soudan du Sud Plus de 420 000 personnes déplacées

D'importantes inondations ont déplacé ou affecté environ 426 000 personnes, dont 185 000 enfants, depuis mai au Soudan du Sud, où les eaux ont recouvert des maisons et des fermes, affirme, hier, l'agence humanitaire de l'ONU (Ocha).

Selon Ocha, les équipes de secours ont déployé des bateaux et des canoës pour atteindre ces populations, alors que «d'autres fortes pluies et inondations (...) sont attendues dans les prochains mois».

«Les pluies ont amplifié la vulnérabilité des communautés, avec de nombreuses personnes déplacées par les inondations cherchant refuge dans les églises et les écoles», affirme Ocha. L'année dernière, des inondations records avaient affecté quelque 700 000 personnes sur une population totale de 11 millions d'habitants. Parmi les personnes alors déplacées, quelque 100 000 ne sont toujours pas rentrées chez elles, souligne Ocha. Cette année, 113 écoles ont été touchées, impactant l'éducation des enfants, ajoute l'agence. Le mois dernier, Ocha avait alerté sur une réduction de ses moyens, soulignant n'avoir reçu que 54 % des 1,7 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros) nécessaires au financement des programmes dans le pays. Depuis qu'il a obtenu son indépendance du Soudan en 2011, le plus jeune pays du monde est en proie à une crise économique et politique chronique et peine à se remettre de la guerre civile qui a fait près de 400 000 morts et quatre millions de déplacés entre 2013 et 2018.



Russie

# Après une tuerie à l'université, le choc et le deuil à Perm

■ Les habitants de Perm, dans le centre de la Russie, étaient sous le choc et endeuillés hier, au lendemain d'une fusillade dans une université qui a fait six morts et 24 blessés.

Par Mourad M.

Dès la matinée, froide et brumeuse, les habitants sont venus se recueillir et déposer des fleurs et des bougies près d'une des entrées du campus de cette cité de l'Oural comptant un million d'habitants où un étudiant a ouvert le feu lundi.

«C'est un choc, une douleur, notre université est notre maison», raconte Ksenia Pounina, enseignante, le visage derrière un masque noir.

Une de ses étudiantes a été blessée par une balle dans le ventre et a été opérée, confie-t-elle : «Nous espérons vraiment que tout ira bien pour elle».

Le recteur, Dmitri Krassilnikov, a fait un discours devant les portes de l'université, dénonçant un «acte d'une violence monstrueuse» et d'une «absurdité profonde».

Au total, cinq jeunes – quatre femmes et un homme âgés de 18 à 26 ans – ont été tués, ainsi qu'une ex-docteure de 66 ans venue avec son petit-fils.

«C'est très dur pour toute la ville. C'est important pour nous d'être ensemble aujourd'hui», indiquait Ekaterina Nabatova, ancienne étudiante venue rendre hommage aux victimes.

Lundi après-midi, un homme vêtu de noir et coiffé d'un casque s'est dirigé vers le campus, fusil à la main. Des images montrant des étudiants sauter par les fenêtres au milieu de cris de panique et de tirs d'arme à feu ont largement circulé sur internet. Le tireur présumé a ensuite été blessé et maîtrisé par la police. Selon Irina Mochevskaïa, doyenne de la faculté de chimie, un plus grand nombre de morts a pu être évité car les étudiants étaient alors cloîtrés dans les laboratoires et amphithéâtres. Ils ont même bloqué les portes avec des barricades alors que le tireur tentait d'entrer en tirant dessus.

«D'abord, j'ai vu des gens courir, puis j'ai vu le tireur. J'ai dit aux étudiants de s'éloigner des fenêtres et de se coucher par terre. Quelques secondes plus tard, le tireur est passé devant

notre amphithéâtre. Il y a eu des tirs et des cris dans le couloir», a raconté à l'AFP Iouri Aïdarov, conseiller du recteur de l'université.

Le Comité d'enquête a confirmé que l'auteur était un étudiant, sans pour autant l'identifier ou évoquer de mobile pour son crime. Des médias locaux ont publié des images et le nom d'un homme de 19 ans ayant posté un texte sur les réseaux sociaux et dans lequel il explique vouloir tuer un maximum de gens car il aime infliger le mal.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a estimé qu'il s'agissait «manifestement d'un jeune homme avec des problèmes psychiques», excluant ainsi toute motivation politique ou religieuse.

Selon le Comité d'enquête, le tireur était armé d'un fusil de chasse acquis en mai, soit avant un durcissement de la législation sur le port d'armes décidé à la suite d'une précédente fusillade meurtrière dans une école.

Selon un dernier bilan, l'individu a tué six personnes et en a blessé 24, dont neuf sont dans un état grave, certains ayant été



Ph. &gt; D. R.

transportés à Moscou par avion spécial. Les fusillades dans les établissements d'enseignement ont longtemps été rares en Russie, mais elles se sont multipliées ces derniers temps, le président russe dénonçant même un phénomène importé des États-Unis et y voyant un effet pervers de la mondialisation.

Dans la précédente affaire de

ce type, le 11 mai 2021, un homme de 19 ans avait ouvert le feu dans son ancienne école à Kazan, dans la République russe du Tatarstan (centre), faisant neuf morts.

Le jour même, Vladimir Poutine avait ordonné un passage en revue des règles concernant le port d'armes.

M. M.



## Commentaire

Thématiques

Par Fouzia Mahmoudi

Valérie Pécresse et Xavier Bertrand ont tous deux quitté leur famille politique, Les Républicains, respectivement en 2019 et en 2017, pour protester contre la politique menée par Laurent Wauquiez, jugé alors comme étant trop radical et surfant sur les thèmes de l'extrême-droite. Après la victoire d'Emmanuel Macron, qui ne se revendique ni de gauche ni de droite, en 2017, Pécresse et Bertrand semblaient en effet penser qu'ils auraient plus de chances électoralement en axant leur politique sur l'électorat centriste. Mais l'arrivée sur l'échiquier politique d'Éric Zemmour, qui, se dit-il, va se lancer dans la course à l'Élysée, change les cartes. En effet, le journaliste qui brandit avec succès les thématiques de la sécurité, de l'immigration et de l'identité nationale, oblige la présidente de la région Ile-de-France et le président de la région Hauts-de-France à réviser leurs discours et à durcir leurs propres thématiques en vue des présidentielles de 2022. «Si je suis élu, je veux être très clair : je mettrai un coup d'arrêt au laxisme de notre politique migratoire», a ainsi prévenu Bertrand. Parmi ses propositions, il souhaite notamment mettre fin aux régularisations des étrangers clandestins et veut également que toute personne en situation irrégulière soit reconduite à la frontière. Un traitement qui, du reste, serait appliqué aussi aux étrangers condamnés. Xavier Bertrand, qui par ailleurs a déjà fait savoir qu'il ne sera «pas candidat à une primaire» de la droite, envisage ainsi une expulsion systématique des étrangers condamnés en France à l'issue de leur peine. «L'autorité ne se paie pas de mots. En ne reconduisant à la frontière qu'un clandestin sur huit, le pouvoir actuel signe, malgré ses gestulations médiatiques, son impuissance sur l'immigration», affirme de son côté Pécresse. Déplorant que le nombre d'étrangers en situation irrégulière «ne cesse d'augmenter dans notre pays», alimentant «la mise en danger de la République, l'économie souterraine et les trafics en tous genres», Valérie Pécresse, qui fera sa rentrée politique samedi à Brive-la-Gaillarde, promet de «restaurer la fierté française». Elle propose ainsi de renégocier les textes européens pour accélérer les reconduites et promet de reprendre «résolument l'affrètement des avions charters d'éloignement». Ainsi, Pécresse et Bertrand qui avaient tous deux quittés Les Républicains pour fuir et dénoncer les discours droitières de Wauquiez, se retrouvent aujourd'hui à utiliser la même ligne politique dure, espérant ainsi contenir l'attraction que constitue Éric Zemmour pour une partie de l'électorat de droite. Une attraction qui pourrait au final constituer un gros obstacle aux ambitions de Bertrand et Pécresse qui croient en leurs chances de remporter l'Élysée, mais qui doivent pour cela mobiliser l'ensemble de leur camp pour avoir une chance de se retrouver au second tour en 2022.

F. M.

## Éruption aux Canaries

### 6 000 personnes évacuées, la lave attendue sur la côte

Un regain d'activité du volcan Cumbre Vieja a entraîné l'évacuation de 500 personnes supplémentaires dans la nuit de lundi à hier, portant le total à 6 000 déplacés sur l'île espagnole de La Palma, où des coulées de lave sont attendues sur la côte.

Selon les scientifiques, la rencontre de la lave avec l'océan dans cette île de l'archipel des Canaries pourrait entraîner le dégagement de gaz toxiques, amenant les autorités à instaurer une zone d'exclusion pour éviter tout danger.

«L'apparition d'une nouvelle bouche éruptive dans la zone de Tacande, sur la commune d'El Paso, a entraîné l'évacuation des habitants», a tweeté le service des secours d'urgence de l'archipel lundi soir, tandis que les images de l'AFP TV montraient des files de voitures roulant dans la nuit.

«Quelque 500 personnes ont ainsi dû abandonner leur domicile dans la nuit», a confirmé à l'AFP hier matin Lorena Hernandez Labrador, conseillère municipale à Los Llanos de Aridane, village voisin très touché par les coulées de lave.

L'ouverture de cette bouche éruptive est intervenue après un nouveau séisme d'une magnitude de 4,1, enregistré à 21h32 (20h32 GMT), selon l'Institut volcanologique des Canaries

(Involcan).

Au total, environ 6 000 personnes ont donc été évacuées depuis le début de l'éruption du volcan dimanche. Comme Israel Castro Hernandez, dont le domicile a été détruit. «C'est pratiquement toute la vie qui part comme ça... Le volcan se réveille, il dit "Je sors par là" et il met pratiquement toute la vie en l'air», se désole-t-il.

A ses côtés, son épouse Yurena Torres Abreu ne réalise toujours pas. «On n'arrive pas à y croire. On se dit que notre maison est désormais sous ce volcan. Il n'y a rien à faire, c'est la nature», lâche-t-elle, désabusée.

Si elle n'a fait aucune victime, cette éruption, qui est la première depuis 1971 sur l'île peuplée de près de 85 000 habitants, a provoqué d'énormes dégâts.

Les images diffusées par médias, autorités et riverains montrent des coulées noires et oranges dévalant lentement les flancs du volcan et englobant arbres, routes et maisons sur leur passage.

«On a tellement d'amis qui ont tout perdu. Ils sont sortis comme nous, avec ce qu'ils avaient sur eux et rien d'autre. Ils ont laissé toute leur vie là-bas», confie Elizabeth Torres Abreu, la sœur de Yurena, qui a elle aussi perdu sa maison.

Le volcan a détruit au total 166 bâtiments et la lave recouvre 103 hectares, selon le système européen de mesures géospatiales Copernicus, qui a publié sur Twitter une image satellite de l'île montrant les zones touchées.

Les autorités attendent à présent l'arrivée de la lave dans la mer, initialement prévue lundi soir mais retardée par le ralentissement des coulées.

Une rencontre redoutée en raison de sa dangerosité potentielle car elle peut donner lieu à des explosions, des vagues d'eau bouillante et l'émission de gaz toxiques, selon l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USGS).

Le gouvernement régional des Canaries a donc demandé aux curieux de ne pas se rendre sur la zone et a décrété un «rayon d'exclusion de 2 milles marins» autour de l'endroit où est prévue l'arrivée des coulées.

Le Cumbre Vieja crache des colonnes de fumée atteignant plusieurs centaines de mètres de haut et entre 8 000 et 10 500 tonnes de dioxyde de soufre par jour, selon l'Involcan.

L'espace aérien n'a toutefois pas été fermé. Tous les vols prévus lundi à l'aéroport de La Palma sont bien arrivés ou partis, a annoncé hier matin le gestionnaire espagnol d'aéroports Aena.





MC Oran

## Belloumi résilie son contrat

Surprise ! Le très prometteur milieu offensif de 19 ans, Bachir Belloumi, fils du célèbre Lakhdar, est libre de tout contrat. Le MC Oran a, en effet, été contraint à résilier son engagement avec l'international U20.

C'est avec une grande et mauvaise surprise que risquent de se réveiller les dirigeants du Mouloudia Club d'Oran. En effet, la Commission des Litiges de la Ligue a décidé de rompre le contrat qui liait le MCO et l'international algérien U20, en raison de salaires impayés.

Belloumi, qui a marqué 3 buts

et fait 3 passes décisives la saison dernière, est considéré comme un grand talent en devenir du football algérien. Sur les traces de nombreux clubs européens l'été passé, dont notamment la Real Sociedad (D1 espagnole), le fils de Lakhdar Belloumi pourrait éventuellement s'entretenir du côté de Mascara, en D2, dans l'attente du prochain mercato hivernal. Son frère, qui a démenti l'information Mascara, a cependant officiellement confirmé que son joueur était libre de tout engagement.

Belgique

## Ishak Boussouf inscrit son premier but avec Lommel

Sur le banc en début de la rencontre lors de la réception de Lierse, l'ailier algérien Ishak Boussouf a fait son apparition en deuxième période avec Lommel, réussissant même à inscrire son tout premier but sous les couleurs de son club.

Ishak Boussouf lance sa saison 2021-2022 et son aventure européenne.

L'ancien joueur de l'ES Sétif a pourtant débuté sur le banc avec Lommel, qui recevait

Lierse en D1B Pro League (seconde division de Belgique).

Il a finalement fait son apparition à la 67<sup>e</sup> minute de jeu, alors que Lommel menait déjà 2-0. Le natif de Jijel n'a eu besoin que de 6 minutes pour profiter d'une contre-attaque qu'il conclut intelligemment. Ce but, son tout premier en Europe, parachève le succès des siens (3-1) qui remontent à la 5<sup>e</sup> place au classement général avec 7 points en 5 journées.

Complexe olympique d'Oran

## La réception est prévue pour bientôt

Le nouveau Complexe olympique d'Oran sera «réceptionné prochainement», le taux d'avancement des travaux de ses différentes structures ayant atteint les 97 %, a fait savoir, lundi à Alger, le directeur général des équipements publics au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Yacine Hamouche.

Invité du «Forum de la Radio algérienne», M. Hamouche a

indiqué que ce nouveau complexe sportif abritera nombre de compétitions s'inscrivant dans le cadre de la 19<sup>e</sup> édition des Jeux méditerranéens qui se dérouleront à Oran du 22 juin au 5 juillet 2022.

«Les travaux avancent à bon train au niveau de ce Complexe sis à Bir El Djir et dont le stade peut accueillir 40 000 spectateurs», a-t-il dit.

Circuit africain ITF/CAT des U14 de tennis

## Maria Badache en quarts de finale

L'Algérienne Maria Badache s'est qualifiée pour les quarts de finale du Circuit africain des moins de 14 ans actuellement en cours en Tunisie, en dominant la tête de série N.1, l'Égyptienne Gana Housseem Salah-Eddin Mohamed Omar sur le score de 6-0, 6-1.

En quart de finale, la jeune Algérienne défiera la gagnante du match mettant aux prises la Tunisienne Yasmine Aljene et sa compatriote Sarah Ben Aba.

Maria Badache s'est également qualifiée pour les quarts de finale du double, en faisant équipe avec sa compatriote Wissal Boudjemaoui. Elles seront opposées au duo égyptien composé de Gana Housseem Salaheldin Mohamed Omar et Nehad Nardine.

Lors du premier tour, les Algériennes avaient dominé un

tandem composé de la Marocaine Camelia Hadab et de la Tunisienne Khadija Ben Salem 7-5, 7-6 (4).

L'Algérie est représentée par dix jeunes tennismen (six garçons et quatre filles) dans ce tournoi continental entamé dimanche en Tunisie.

Outre Badache et Boudjemaoui, les huit autres représentants algériens dans cette compétition sont : Chakib Laihem, Mohamed-Chérif Amir Hamdouda, Ouassim Benguergoura, Belkacemi Zakaria, Yacine Meghari et Nacer Ghoulil chez les garçons, ainsi que Cerine Kaïdi et Imène Ghetas chez les filles.

Après cette compétition, les jeunes internationaux algériens prendront part à un autre tournoi du Circuit africain (ITF/CAT), prévu du 26 septembre au 4 octobre en Egypte.

Eliminatoires du Mondial-2022 (4<sup>e</sup> journée)

# Niger-Algérie décalé à 20h, les Verts soufflent

**n** Tout a été chamboulé pour la double confrontation face au Niger, pour le compte des troisième et quatrième journées de la Ligue des champions d'Afrique.



Un changement qui arrange grandement les joueurs de l'EN

Par Mahfoud M.

**E**n effet, le Niger a vu son vœu de reporter le match face aux Verts de vingt quatre heures exaucé par la Confédération africaine de football (CAF) et le match se jouera donc le mardi 12 octobre à Niamey et plus exactement au stade du général Seyni-Kountché. L'horaire de cette empoignée a subi aussi un changement, puisqu'il aura lieu à 19h au lieu de 14h comme prévu auparavant, ce qui est une bonne chose pour l'EN qui jouera dans des conditions climatiques plus clémentes, sachant que la chaleur atteint des pics incroyables en cette saison de l'année. «La

FIFA a apporté un autre changement concernant cette fois-ci l'horaire de la rencontre Niger-Algérie comptant pour la 4<sup>e</sup> journée des éliminatoires de la Coupe du Monde de la FIFA - Qatar 2022 prévue le mardi 12 octobre 2021 au stade du Général Seyni Kountché de Niamey, puisqu'elle a été décalée à 19h00 GMT (20h00 heure algérienne) au lieu de 14h00», indique un communiqué de la FAF publié sur son site officiel. De son côté, la FAF a obtenu également l'autorisation de décaler le match aller entre les deux sélections prévu le vendredi 8 octobre au stade Mustapha-Tchaker de Blida à 20h, sachant qu'il était prévu à 17h. Les Verts joueront donc

dans des conditions plus intéressantes, sachant que la majorité des éléments évoluent en Europe et ont pour habitude de jouer sous des températures plus au moins fraîches.

A noter que trois plages horaires sont retenues par la FIFA pour la diffusion des rencontres des éliminatoires du Mondial-2022 à savoir : 13h00 GMT, 16h00 GMT et 19h00 GMT, et chaque fédération a la latitude de choisir l'horaire qui lui convient.

Après deux journées disputées, l'Algérie et le Burkina Faso sont en tête du groupe A avec quatre points chacun, suivis du Niger (3 pts) et de Djibouti qui ferme la marche avec zéro point.

M. M.

Pays-Bas

## Premier but de la saison pour Darfalou

**E**n déplacement sur le terrain de Twente, où ils affrontaient l'équipe de Ramiz Zerrouki, Oussama Darfalou et le Vitesse Arnhem se sont largement inclinés. L'international algérien en a cependant profité pour inscrire son premier but de la saison.

La rencontre Twente - Vitesse sentait bon l'Algérie. Si Ramiz Zerrouki était le seul titulaire,

Oussama Darfalou n'a pas manqué de retrouver le carré vert dès l'entame de la seconde période alors que son équipe était déjà menée 2-0.

L'ancien attaquant de l'USM Alger a apporté un certain dynamisme à l'attaque du Vitesse, dans une rencontre où son équipe a sombré. Alors qu'ils étaient menés 4-0, Darfalou s'est montré à la réception d'un

centre pour tromper le gardien adverse d'une tête croisée, sauvant ainsi l'honneur pour les siens. Score final 4-1 pour Twente et Ramiz Zerrouki, auteur de son côté d'une prestation aboutie, et une remontée à la 8<sup>e</sup> place au classement général d'Eredivisie (D1 Pays-Bas), tandis que le Vitesse se maintient dans le ventre mou, en 11<sup>e</sup> position.

Ligue des champions d'Afrique

## CRB-Asec Mimosa et ESS-FC Nouadhibou au prochain tour

**A**yant arraché leur qualification respectivement face à Akwa United du Nigeria (1-0, 2-0) et contre Fortune FC de la Gambie (3-0, 3-

02, TAB), le CR Belouizdad et l'ES Sétif connaissent leur adversaire pour le dernier tour préliminaire de la Ligue des Champions. Le CR Belouizdad

affrontera ainsi l'ASEC Mimosa, formation de Côte d'Ivoire qui vient d'éliminer les Sénégalais de Teungueth (0-1, 1-0) tandis que l'ES Sétif aura à en découdre

avec le Nouadhibou FC, club de Mauritanie qui vient de disposer des Béninois de l'ESAE FC (1-1, 2-0). Les rencontres aller de ce dernier tour qualificatif auront

lieu du 15 au 17 octobre, tandis que le retour se disputera du 22 au 24 octobre. CRB et ESS recevront en Algérie pour leur match retour.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Paix et sécurité régionales

## Washington apprécie les efforts de l'Algérie

Les Etats-Unis apprécient les efforts de l'Algérie en faveur de la paix et de la sécurité régionales, a déclaré, lundi, la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires politiques, Victoria Nuland. «Les Etats-Unis apprécient les efforts de l'Algérie pour promouvoir la paix et la sécurité régionales», a tweeté la responsable américaine à l'issue de son entretien à New York avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra.

Qualifiant ses discussions avec le chef de la diplomatie algérienne de «constructives», M<sup>me</sup> Nuland a indiqué qu'elles ont porté sur «le Sahara occidental, la Libye et le Mali». Les deux responsables ont également évoqué les investissements américains dans le secteur des Energies renouvelables en Algérie, selon la sous-secrétaire d'Etat américaine.

Cet entretien s'est tenu en marge de la participation de M. Ramtane Lamamra à la 76<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU.

R. N.

Constantine

## Saisie de 3 200 capsules de médicaments psychotropes

La police judiciaire de la sûreté de wilaya de Constantine a saisi près de 3 200 capsules de médicaments psychotropes, a-t-on appris, hier, auprès de ce corps de sécurité.

Agissant sur la base d'informations relatives aux activités d'un dealer habitant dans l'une des cités de la ville, les policiers relevant de Brigade de Recherche et d'Investigation (BRI) ont réussi à l'appréhender après la mise en place d'un plan rigoureux, a précisé la cellule de communication de ce corps sécuritaire.

La perquisition de la maison du concerné, sur autorisation de l'autorité judiciaire compétente,

a permis de découvrir cette quantité de psychotropes, a souligné la même source.

Agé de 34 ans, l'individu appréhendé a été ensuite transféré vers le siège de ladite brigade pour le parachèvement des procédures juridiques nécessaires, a fait savoir la même source.

A signaler qu'un dossier pénal a été constitué à l'encontre du mis en cause qui a été présenté devant le parquet pour «contrebande, exercice d'une profession de santé sans autorisation, possession et vente de produits pharmaceutiques à effet psychotrope».

Reda A.

El Khroub

## Décès d'un homme percuté par un camion

Un homme a trouvé la mort hier dans la commune d'El Khroub, dans la wilaya Constantine, après avoir été percuté par un camion, a-t-on appris auprès de la Protection civile (DPC).

L'accident s'est produit plus exactement dans la zone de Sidi Amor, relevant de cette commune située dans la zone sud de la wilaya de Constantine, a précisé la cellule d'information et de communication de ce corps constitué.

La dépouille de la victime, décédée sur place, a été évacuée par les éléments de l'unité secondaire de la ville d'El Khroub vers la morgue de l'établissement hospitalier Mohamed-Boudiaf de la même commune, a-t-on souligné.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territoriale compétents afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident mortel.

D. K.

Egypte

## Décès du maréchal Tantaoui

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui a été pendant plus de 20 ans ministre de la Défense de l'ancien président égyptien Hosni Moubarak, est décédé, hier, à l'âge de 85 ans, ont annoncé les forces armées.

«Le commandement général des forces armées pleure un de ses fils et chefs de la guerre d'Octobre (1973), le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, ancien ministre de la Défense,

décédé ce matin (mardi)», a indiqué sur Facebook le porte-parole des forces armées. Tantaoui a combattu pour l'Egypte lors de trois guerres au XX<sup>e</sup> siècle. Après dix-huit jours d'une révolte populaire, Moubarak avait démissionné le 11 février 2011 et remis ses pouvoirs au Conseil suprême des forces armées, dirigé par Tantaoui qui était son ministre de la Défense.

H. M.

## Le retour des pluies



Louvis

Djalou@hotmail.com

Mila

## Collision entre un camion et un bus, 1 mort et 14 blessés

■ Une personne (28 ans) est décédée et quatorze autres ont été blessées suite au dérapage d'un camion remorque qui est entré en collision avec un bus de transport de voyageurs sur l'autoroute Est-Ouest, dans la commune de Tadjenanet (Mila), a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction de la Protection civile (DPC).

Par Younes M.

Soutenus par les sapeurs-pompiers des unités secondaires de Tadjenanet et de Chelghoum Laid, les éléments du poste de secours routier de ce corps constitué sont intervenus suite à cet accident qui s'est produit sur le point kilométrique 123 à destination de la wilaya de Sétif, a précisé la même source.

L'accident a causé la mort sur le coup d'une personne percutée par le camion qui a dérapé ainsi que des blessures de divers degrés à quatorze autres individus (neuf de sexe

masculin et cinq de sexe féminin), a souligné la même source, précisant que les blessés qui étaient à bord du bus de transport de voyageurs assurant la liaison entre Souk Ahras et Alger sont âgés entre 9 et 70 ans. Le corps sans vie de la victime a été acheminé par les mêmes services vers la morgue de l'établissement hospitalier de la localité de Chelghoum Laid, a-t-on indiqué.

La même source a encore fait savoir que les blessés ont été pris en charge sur les lieux avant d'être transférés vers les services des urgences médicales des communes de Tadjenanet et Sétif pour bénéfi-

cier des soins nécessaires. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territoriale compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame. Par ailleurs, 52 personnes ont trouvé la mort et 1 585 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus dans plusieurs régions du pays durant la période allant du 12 au 18 septembre, a indiqué, hier, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Naâma avec 13 morts et 13 blessés, suite à trois accidents survenus dans cette wilaya.

Y. M.

Genève

## Amar Belani dénonce les «mensonges» et la «manipulation» de l'ambassadeur du Maroc

L'envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb, Amar Belani, a pointé les «mensonges» et la «manipulation grossière» de l'ambassadeur du Maroc à Genève, après ses propos au sujet d'une prétendue «présence d'instructeurs du Hezbollah dans les camps de réfugiés à Tindouf».

«L'étoffe de certains diplomates marocains est un tissu de mensonges qu'ils tricotent inlassablement, notamment lorsqu'ils sont acculés par les appels pressants émanant des groupes de soutien à la cause juste du peuple du Sahara occidental», a déclaré Amar Belani à l'APS en

réaction à une lettre adressée, le 14 septembre courant, par l'ambassadeur du Maroc à la 48<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'Homme à Genève.

«L'ambassadeur marocain (Omar Zniber NDLR), tout comme son prédécesseur, sont des stakhanovistes de la manipulation grossière. Ils sont passés maîtres dans l'art de recycler les mensonges éhontés de leur ministre qui avait inventé de toutes pièces, en mai 2018, la fable grotesque des instructeurs du Hezbollah, celle-ci avait été déconstruite et démentie dans les faits», affirme le diplomate algérien.

«L'on se souvient que le royaume du Maroc était à la

recherche d'un prétexte pour annoncer la rupture des relations diplomatiques avec un pays du Moyen-Orient et engager ainsi des dividendes auprès de certains partenaires régionaux et extrarégionaux», signale-t-il.

«Tout ceci pour dire que la corde du mensonge est courte, que les propos de l'ambassadeur marocain sont sans intérêt et que la mobilisation à Genève va prendre de l'ampleur pour dénoncer la répression, les violations méthodiques et délibérées des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental», a conclu Amar Belani.

R. S.